

# Le DROIT OUVRIER

**DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SECURITE SOCIALE**

## Sommaire

### DOCTRINE

**Chantal Mathieu-Géniaut** : Déficit de caisse et responsabilité du salarié (à propos de Soc. 21 octobre 2008).

**Cécile Nicod** : La réforme du droit de la négociation collective par la loi du 20 août 2008.

### JURISPRUDENCE

*voir notamment :*

Transfert d'entreprise et sous-traitance : le Bureau de conciliation « perce le voile » du secret des affaires.

**Conseil de prud'hommes de Toulouse (Conciliation - Départage) 13 novembre 2008 ; Cour d'appel de Toulouse 21 janvier 2009** - Note Simon Daudet (p. 230)

Seules la formation, la nature des fonctions exercées et l'ancienneté dans l'emploi sont des critères de délimitation d'une identité de situation au regard du principe "A travail égal, salaire égal" (sur l'abandon de la jurisprudence *CRAMIF* relative aux parcours professionnels).

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 février 2009** - Note Marie-France Bied-Charreton (p. 235)

Licenciements économiques lors d'une procédure collective : consultation des DP et conséquence de l'annulation du jugement de liquidation.

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 décembre 2008** - Note Jean-Pierre Bougnoux (p. 243)

La responsabilité contractuelle de l'employeur et la dégradation de la santé des salariés.

**Conseil de prud'hommes de Bergerac (Industrie - Départage) 26 juin 2008 ; Cour d'appel de Paris (18<sup>e</sup> ch. C) 18 septembre 2008** - Note Patrick Leroy (p. 245)

Remplacement d'un délégué syndical : les exigences de la lettre de désignation.

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 février 2009** - Note Pascal Rennes (p. 254)

### CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

**Procédure prud'homale** : extrait de décision sélectionné et commenté par **Daniel Boulmier**.

Arrêts récents de la Cour de cassation résumés par **Thierry Tauran** (pp. 3 et 4 de la couverture).



**REVUE JURIDIQUE DE LA CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL**

263, RUE DE PARIS, 93516 MONTREUIL CEDEX - www.cgt.fr

### Doctrine :

<b>Déficit de caisse et responsabilité du salarié</b> (à propos de Soc. 21 octobre 2008), par <b>Chantal Mathieu-Géniaut</b> , Maître de conférences à l'Université de Franche-Comté .....	213
Annexe : CONTRAT DE TRAVAIL – Responsabilité pécuniaire du salarié envers l'entreprise – Condition – Faute lourde – Défaut de restitution d'une somme due – Compensation (non).	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 21 octobre 2008</b> .....	217
<b>La réforme du droit de la négociation collective par la loi du 20 août 2008</b> , par <b>Cécile Nicod</b> , Maître de conférences à l'Université Lyon 2, ERDS-Cercriid, UMR CNRS Saint-Etienne-Lyon 2 .....	219

### Jurisprudence :

1° CONGES PAYES – Maladie du salarié – Report des congés.	
2° STATUTS SPECIAUX – Personnel des organismes de Sécurité sociale – Instance prud'homale – Convocation du Préfet de région (R 123-3 CSS) – Défaut – Conséquence – Irrégularité de forme.	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 24 février 2009</b> .....	229
<b>Note Emmanuelle Richard</b> .....	230
CONSEILS DE PRUD'HOMMES – Bureau de conciliation – Communication de pièces – Production forcée – Transfert d'entreprise – Contrat commercial de sous-traitance – Secret des affaires – Caractère indifférent.	
<b>1) CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE TOULOUSE (Bureau de conciliation - Département)</b> , 13 novembre 2008 ...	230
<b>2) COUR D'APPEL DE TOULOUSE 21 janvier 2009</b> .....	231
<b>Note Simon Daudet</b> , Défenseur syndical, Union départementale de Haute-Vienne .....	234
CONSEILS DE PRUD'HOMMES – Référé – Pouvoirs – Salariés travaillant "dans une ambiance délétère" – Situation susceptible de mettre en danger leur santé et leur sécurité – Imputation de harcèlement moral – Désignation d'un expert pour déterminer les mesures à prendre pour mettre fin à cette situation.	
<b>COUR D'APPEL D'ORLEANS (Ch. Soc.) 28 octobre 2008</b> .....	233
<b>Note Francis Saramito</b> .....	234
CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Rémunération – Principe "A travail égal, salaire égal" – Effets.	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 4 février 2009</b> .....	235
<b>Note Marie-France Bied-Charreton</b> .....	236
EMPLOI – Accord de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences – Exécution – Obligation d'informer et consulter les IRP – Annonce de suppressions d'emplois non précédée de ce processus – Incidence.	
<b>COUR D'APPEL DE VERSAILLES (14e ch.) 3 décembre 2008</b> .....	238
<b>Note Philippe Lejard</b> , Avocat au Barreau du Val-d'Oise, Chargé de cours à l'IEJ de Paris-Sud .....	240
ENTREPRISES PUBLIQUES – SNCF – Statut du personnel – Disposition prévoyant la révocation d'office en cas de condamnation à certaines infractions – Vie personnelle – Automaticité de la rupture du contrat de travail – Illégalité – Annulation.	
<b>CONSEIL D'ETAT (2e et 7e srr) 2 juillet 2008</b> .....	242
<b>Note Francis Saramito</b> .....	242
ENTREPRISES EN DIFFICULTE – Redressement ou liquidation – Licenciement pour motif économique – 1° Consultation des représentants du personnel – Délai – 2° Annulation en appel du jugement de liquidation judiciaire – Privation de cause des licenciements prononcés.	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 16 décembre 2008</b> .....	243
<b>Note Jean-Pierre Bougnoux</b> , Avocat au Barreau d'Angers .....	244

HYGIENE ET SECURITE – Obligation de sécurité de l'employeur – Responsabilité contractuelle – Amiante – Cessation anticipée d'activité (art. 41 loi n° 98-1194) – Indemnisation complémentaire – Préjudice économique (deux espèces) – Préjudice d'anxiété (première espèce).

<b>Première espèce : CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE BERGERAC (Industrie - Département) 26 juin 2008</b> .....	245
<b>Deuxième espèce : COUR D'APPEL DE PARIS (18<sup>e</sup> Ch. C) 18 septembre 2008</b> .....	248
<b>Note Patrick Leroy</b> .....	250

SYNDICATS PROFESSIONNELS – Délégué syndical – Désignation pour remplacement ne précisant pas le cadre – Cadre non contesté pour le délégué syndical initial – Validité de la désignation.

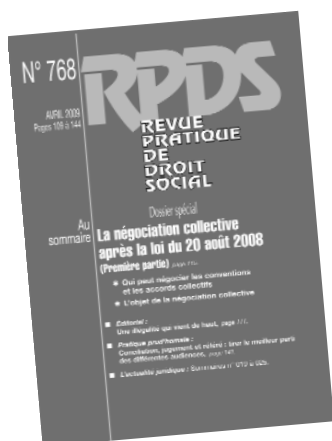
<b>COUR DE CASSATION (Ch. soc.) 11 février 2009</b> .....	254
<b>Note Pascal Rennes</b> .....	254

## Chroniques jurisprudentielles :

PROCEDURE PRUD'HOMALE : extraits de décisions sélectionnés et commentés par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut Régional du Travail, Université Nancy 2, Co-auteur du Lamy Prud'hommes.

REFERE – Preuve avant tout procès – Demande d'expertise – Communication à l'expert de pièces détenues par l'entreprise – Motif légitime – Référé prud'homal (oui) – Application de l'article 146 CPC (non).

<b>CONSEIL DE PRUD'HOMMES PARIS, référé départage, 15 juillet 2008</b> .....	256
--	-----



## RPDS n° 768 - Avril 2009

*Au sommaire :*

### La négociation collective après la loi du 20 août 2008 (première partie)

- \* Qui peut négocier les conventions et les accords collectifs.
- \* L'objet de la négociation collective.

*Pratique prud'homale : Conciliation, jugement et référé : tirer le meilleur parti des audiences.*

**L'actualité juridique :** sommaires de jurisprudence

Pour les lecteurs non abonnés à la RPDS, il peut être commandé à : **NSA La Vie Ouvrière, BP 88, 27190 Conches-en-Ouche**

Prix du numéro : **6,80 € (+ forfait de 3 € par envoi).**

Abonnement : **71 € par an à NSA La Vie Ouvrière, BP n° 50119, 92244 Malakoff cedex.**

Commandes et abonnement en ligne sur notre site Internet : **www.librairie-nvo.com**

## Pour une maison commune de la retraite Comment garantir la retraite de chaque salarié

est l'intitulé de la dernière note du Centre confédéral d'études économiques de la CGT  
(n° 124 - mars 2009 - 12 pages)

Cette importante réflexion peut être téléchargée librement parmi les pages "Publications économiques" de la rubrique "Kiosque" sur **www.cgt.fr**